

En somme, monsieur le président, ce n'est là qu'une promesse: Je n'imposerai pas les polices d'assurance pour le moment. Or si nous avions des élections en 1978 et que le parti libéral était reporté au pouvoir, qu'est-ce qui arrivera avec les polices d'assurance, si le ministre n'a pas été capable, ce soir, de donner une garantie formelle que les polices d'assurance ne seront pas imposées. Ça veut dire que nous pouvons être sûrs qu'après les prochaines élections, si le parti libéral est au pouvoir, nous reviendrons à ce que l'ancien ministre des Finances (M. Macdonald) a proposé dans son budget. Lorsque nous examinons paragraphe par paragraphe le discours du ministre, nous nous rendons compte qu'on joue sur les deux côtés de la clôture pour permettre de gagner une élection et revenir au pouvoir.

Aussi, dans son budget, il nous parle des mesures de création d'emplois encore inconnues. Alors là, monsieur le président, nous ne pourrions pas savoir actuellement ce soir quelles seront les sommes qui seront affectées à la création d'emplois exactement. Monsieur le président, ce qui me frappe particulièrement dans le budget de ce soir c'est de constater qu'on parle des exemptions d'impôts de l'ordre de 1.5 milliard alors que le budget nous annonce un déficit de 8.5 milliards. Cela veut dire que pour les Canadiens un déficit de 8.5 milliards va leur rapporter une somme de 1.5 milliard. Or, monsieur le président, si ce sont là des principes économiques simples, logiques et équitables, j'y perd mon latin.

Plus loin, monsieur le président, je voudrais faire remarquer encore un autre «gadget» électoral, à la page 54 du budget, au programme fédéral d'aide à l'isolation, et je cite:

... \$350. Cette somme doit être ajoutée au revenu du contribuable et, si elle bénéficie à une personne mariée, être inscrite sur la déclaration du conjoint qui a le revenu le plus élevé.

Monsieur le président, n'est-ce pas là une autre «patente» électoral, un autre «gadget» électoral pour encore essayer de prendre des poissons? Maintenant, si on lit le budget à tête reposée, si on le relit une fois et deux fois, on constate bien qu'il y a beaucoup plus de mots que de réalités. On nous parle avec emphase d'exemption de \$100 pour toutes personnes gagnant \$15,000 par année ou moins. Monsieur le président, tous ceux-là qui, au Canada, gagnent le salaire minimum ou à peu près, ce soir, dans ce budget, il n'y a rien pour eux. Tous ceux qui ne payent pas d'impôts au Canada, monsieur le président, ce soir, dans le budget il n'y a rien pour eux. Tous ceux qui, au Canada, vivent des prestations du bien-être social, le budget est un zéro pour eux ce soir. Tous les handicapés, les invalides, les pensionnés, le budget est un gros zéro pour eux. Monsieur le président, nous savons que 20 p. 100 des travailleurs au Canada vivent en deçà du seuil de la pauvreté. Le budget de ce soir, monsieur le président, n'est pas pour eux.

Ce qui m'a fait rire tantôt, aussitôt que j'ai vu le ministre des Finances commencer à lire son budget, c'était de constater que mes honorables amis de l'opposition officielle accusaient les libéraux de voler la «patente» des progressistes conservateurs, soit le \$100 d'exemption pour toute personne gagnant \$15,000 ou moins. Si les progressistes conservateurs n'ont que des «patentes» de \$100 d'exemption à se faire voler par les libéraux, les libéraux n'ont pas volé grand-chose. Monsieur le président, le ministre des Finances veut combattre l'inflation en créant des emplois.

Il veut créer des emplois aussi vite que le système actuel peut créer des chômeurs. Il ressemble à quelqu'un qui voudrait

### *L'Adresse—M. Rondeau*

ajouter régulièrement de l'eau dans un seau ou dans une chaudière pour maintenir la quantité d'eau, dans une chaudière percée, alors que le trou au fond de la chaudière ne cesse de s'agrandir tous les jours, le ministre des Finances veut augmenter la vitesse de la création d'emplois au Canada pour parer au chômage toujours croissant en utilisant des fonds qu'il emprunte de la finance pour les mettre à la disposition des différents programmes de création d'emplois. De la main droite il veut créer des emplois, alors que de la main gauche il crée des chômeurs tous les jours.

Monsieur le président, je ne m'explique pas, et ce n'est un secret de polichinelle pour personne au Canada, que les industries canadiennes actuellement et l'entreprise privée, quoi qu'en disent les socialistes, ayant à subir les résultats néfastes de la politique économique et monétaire du gouvernement fédéral, diminuent leur main-d'œuvre afin d'aller investir ailleurs ou de fermer leurs portes. Ils vont investir ailleurs pour créer des industries et obtenir des coûts de production à meilleur marché. Demain, ces mêmes industries exporteront au Canada des produits que, hier, elles pouvaient fabriquer ici, au Canada.

Monsieur le président, le gouvernement fédéral, par sa politique financière à courte vue, contribue lui-même à créer des compagnies multinationales qu'il ne pourra plus contrôler demain, en obligeant les compagnies canadiennes à s'expatrier au lieu de prendre de l'expansion au Canada, car elles doivent aller chercher ailleurs un climat économique plus sain et plus propice et des conditions économiques favorables, que le gouvernement n'a pas encore su leur donner afin de pouvoir fabriquer à meilleur marché.

Le problème, monsieur le président, au Canada, c'est que nous sommes en dehors de la concurrence internationale. Nos industries au Canada ne peuvent plus fabriquer. Le système économique actuel et l'orientation économique du gouvernement obligent les sociétés ou les compagnies à devenir multinationales.

J'ai actuellement en tête le cas de plusieurs compagnies canadiennes de chaussures qui ne sont plus capables de concurrencer les importations de chaussures particulièrement à cause de la politique économique et financière du gouvernement qui a presque réussi à détruire complètement l'industrie de la chaussure et du textile au Canada. Elles sont actuellement en train de s'établir ailleurs où la main-d'œuvre est moins taxée et, par conséquent, meilleur marché pour l'industrie. Demain, ces compagnies canadiennes d'hier exporteront vers le Canada des produits qui auraient dû être fabriqués au Canada s'ils étaient restés au Canada.

Le gouvernement fédéral, avec ses folies financières et monétaires, est obligé de tellement taxer les individus pour respecter le budget de ses folies que les contribuables canadiens doivent gagner de nos jours un salaire de \$15,000 par année pour vivre, après avoir payé toutes les taxes directes et indirectes du gouvernement... alors qu'étant moins taxés, ils pourraient vivre avec \$7,500 par année et acheter la même production avec le même dollar de pouvoir d'achat, ce qui permettrait de pouvoir produire et concurrencer ailleurs après avoir conservé d'abord notre propre marché domestique. Les entreprises canadiennes, de nos jours, celles qui ne sont pas encore devenues des monopoles et qui doivent subir la concurrence sont étouffées par la taxation et par la bureaucratie.